

JAMAÏQUE

Amnesty International envoie un observateur suivre l'instruction de l'affaire Braeton

Index AI : AMR 38/017/02

En matière d'homicides commis par la police, la Jamaïque se caractérise par un des taux par habitant les plus élevés du monde. Il s'agit dans de nombreux cas d'exécutions extrajudiciaires. ●

ANNONCE À L'ATTENTION DES MÉDIAS

Amnesty International a annoncé ce jour (lundi 29 juillet 2002) qu'elle allait envoyer un observateur à l'audience au cours de laquelle devront être déterminées les circonstances exactes de la mort de sept jeunes hommes décédés à Braeton l'année dernière.

Cette audience se déroule actuellement devant le tribunal du *coroner* (officier de justice chargé de faire une enquête en cas de mort violente, subite ou suspecte) de Sainte-Catherine, à la Jamaïque. Le juriste Ivor Frank assistera à la procédure en tant que représentant d'Amnesty International pendant deux semaines, à compter du lundi 29 juillet 2002. Au cours de cette période, il rendra compte directement de ses observations à l'organisation et ne fera aucune déclaration aux médias à ce propos.

Titulaire d'une maîtrise de droit, Ivor Frank travaille comme avocat pour les cabinets Gray's Inn et Charter, à Londres, en Angleterre. Il est également membre de la Commission des droits humains du Barreau d'Angleterre et du Pays de Galles.

Rappel des faits

Le 14 mars 2001, Christopher Grant, Reagon Beckford, Curtis Smith, Andre Virgo, Dane Renaldo Whyte, Lancebert Clarke et Tamoya Wilson sont morts après que les forces de sécurité eurent fait irruption dans la maison où ils se trouvaient, au cours d'une opération menée par un groupe de policiers évalué à 60 individus, sous la direction de la *Crime Management Unit* (CMU, Unité de lutte contre le crime).

Amnesty International a envoyé en Jamaïque un médecin légiste afin qu'il assiste aux autopsies pratiquées sur les corps des sept victimes, en mars 2001. Ce médecin a constaté que plus de 35 coups de feu avaient été tirés au total, relevant notamment sur la tête d'Andre Virgo une blessure par balle tirée à bout touchant. Deux des cadavres présentaient des marques de coups.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web :
<http://www.amnesty.org>